

Les cahiers de la Maison de l'Épargne



Les français craignent pour leurs dépôts.

En effet, les frais de tenue de compte ont triplé en 5 ans. Sur un panel de 125 banques, étudiées par Panorama Banque, seules 19 ne facturent pas la tenue de comptes, mais ces frais ont progressé ailleurs de 77% entre 2015 et 2016.

63% des clients seraient prêts à quitter leur banque en cas de nouvelle hausse des tarifs. Près de 70% des banques françaises ont augmenté leurs tarifs des cartes de paiement à débit immédiat, mais 20% de ces établissements ont baissé le prix des cartes à débit différé.

Comme il n'est plus possible d'aller au guichet de sa banque pour retirer des espèces, seule la carte bancaire le permettant, bien entendu cette carte n'est pas gratuite.

Quand je ne cesse de répéter que l'épargne est le fruit de la peur, et l'investissement, le fruit de l'optimisme, il est évident que les épargnants ne voudront pas devenir des investisseurs. Une enquête IPSOS montre que seulement 30% des épargnants considèrent que l'épargne individuelle doit participer au financement des sociétés.

Les déposants n'ont donc plus qu'une seule option: s'orienter vers le principal concurrent de l'épargne :

La CONSOMMATION.

Gérard Auffray
Président Fondateur

LA MAISON
DE L'ÉPARGNE



20 rue Cujas Paris 5^{ème}

Coup d'œil sur le rendement de l'épargne

Rendement des livrets		
Livret	Taux	Plafond
Livret A, Livret Bleu	0,75%	22950€
Livret d'épargne populaire	1,25%	7700€
Livret Jeune	1 à 2,75%	1600€
Plan d'épargne logement *.*	1%*	61200€
Livret de développement durable *.*.*	0,75%	12000€
Compte d'épargne logement *.*.*.*	0,50%	15300€

* Entre 01/08/2003 et 31/01/2015 le taux était de 2,5%; il est passé à 2% jusqu'au 31/01/2016. Les plans ouverts à partir du 01/02/2016 affichent 1,5%; et 1% à partir du 01/08/2016.

. Les intérêts sont exonérés d'impôt sur le revenu jusqu'à la veille du 12^e anniversaire

..* Les intérêts sont exonérés d'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux.

..*.* Les intérêts sont exonérés d'impôt sur le revenu, mais sont soumis aux prélèvements sociaux (taux de 15,5% depuis 01/07/2012).

Assurance Vie		
Performance annuelle moyenne (FFA)	Fonds en euros	Unités de compte (UC)
2016	1,90%	3,90%
2017	1,80%	2,90%
2018 (prévision)	1,40%	2,46%

Performances des valeurs mobilières cotées		
	2017	2013-16 (moyenne)
Euronext Paris CAC 40	9,61%	7,73%

Inflation moyenne (INSEE, avril 2018)	1,6%
---------------------------------------	------

Rendement des SCPI		
2015	2016	2017
+4,85	+4,63%	+4,42%

Croissance PIB France (Selon l'INSEE- BANQUE DE FRANCE)		
2016	2017	2018 (prévision)
1,1%	2,2%	1,9%

Le saviez-vous...?

L'usage de *payer en espèces* vient du mot « épices » ('species' en latin), que les conquistadors ramenaient par bateau d'Amérique du Sud ou de l'Inde, et ces cargaisons de poivre ou de clou de girofle qui valaient des fortunes, servaient de moyens de paiement.

« *Payer en monnaie de singe* ». Aux XIII^e siècle, Saint Louis décida d'imposer une taxe pour emprunter le pont qui reliait l'île de la Cité à la rue Saint Jacques. Mais il y avait une exception: les baladins qui possédaient un singe pouvaient faire faire un numéro à leur animal en guise de paiement.

Pour ces nombreux épargnants,
qui ne sont pas vigilants,
les déboires sont récurrents,
et les séquelles
sont éternelles,
comme les diamants,
qui brillent tant.

Aux larmes, épargnants !!

Des malheureux événements historiques
depuis plus d'un siècle ont marqué la collecte de l'épargne

Les emprunts forcés

Un emprunt obligatoire est un emprunt lancé par une entreprise, banque ou Etat, pour se financer auprès d'investisseurs. Il prévoit le versement d'un intérêt et le remboursement au terme de plusieurs années. L'objectif, diversifier les sources de financement quand il existe un manque de liquidités. L'histoire nous montre que les tentatives de pratiquer l'emprunt obligatoire ont laissé des mauvais souvenirs aux français.

Saint Louis (XIIIe) a été le premier roi de l'endettement. Les villes devaient apporter des sommes d'argent pour financer la deuxième croisade. Le terme « don » rivalise avec le mot « prêt » quand la royauté voit que les villes réclament le remboursement de ce qu'elles considèrent comme de véritables emprunts. Entre 1716-1720, quand le système Law a été mise en place, les difficultés de remboursement ont amené le Régent à imposer des souscriptions obligatoires sous peine de prison, et les prêtres devaient prêcher à leurs fidèles que s'ils ne souscrivaient pas « ils seraient damnés pour l'éternité ».

Sous la révolution de 1796, l'emprunt de l'An 4 a provoqué une révolte qui a conduit les Chouans à saccager la mairie de Sancerre et à s'emparer d'un trésor de souscriptions qui fut caché par Charrette avant d'être fusillé, selon la légende au pied d'un moulin et qu'on le cherche toujours. En 1937, le Ministre de Finances déclarait à la Commission de la Chambre de députés qu'il n'avait pas faire appel à un « quelconque emprunt forcé dont l'échec certain serait contraire aux intérêts de la nation (...) et que les classes laborieuses en ressentiraient un mortel contre-coup ». Le Président de la République Vincent Auriol s'était fortement opposé à cet emprunt forcé. En 1976, Raymond Barre avait envisagé un impôt spécial à cause de la terrible sécheresse et il a finalement opté pour un Emprunt d'Etat obligatoire de 1,9 Mds de francs émis pour 5 ans jusqu'au 22 décembre 1981.

Affiche en exposition à La Maison de l'Épargne



Comité National de la Contribution Volontaire

« Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée ». Gal. JOFFRE

... et dans l'actualité, les problèmes sont aussi récurrents

La fin de l'argent liquide ?

La tentation est forte de débusquer les 429Mds d'euros qui dorment en France, en comptes courants non rémunérés et sans affectation, que les épargnants ne veulent pas placer compte tenu des taux de rendement dérisoires ou même négatifs qui leur sont proposés.

La Présidente du FMI a même émis l'idée de taxer les dépôts pour les faire bouger. Partout, les nouvelles technologies de paiement incitent les détenteurs de comptes bancaires à payer sans contact avec leurs smartphones même pour acheter une baguette de pain. Aucune pièce dans les poches, mais plus d'infos collectées sur vos habitudes d'achat.

Au Chili, une taxe de 4% est prévue sur tous les paiements en numéraire. En Suède, il est de plus en plus difficile de payer en liquide, même le Président de la banque centrale de Suède s'alarmait de ce que le pays pourrait voir ces règlements uniquement traités par des banques privées, considérant que pouvoir recevoir des paiements est un bien collectif, sans oublier les risques de fraudes sur des identifiants électroniques. Son voisin, la Norvège, a déjà programmé la fin des paiements en espèces pour 2020 (certaines églises sont déjà équipées du paiement par carte). Aux Etats Unis, 2000 supermarchés automatisés pourraient être construits dans les 10 prochains années.

En Asie, l'Inde risque une pénurie de billets de banque après le remplacement de 500 et 1000 roupies (soit près de 86% de l'argent en circulation) par des billets de 2000 fin 2016, à fin d'encourager le paiement dématérialisé face aux espèces et réduire l'argent noir. Cependant, l'Inde est une économie où 90% des paiements se font en cash. En rendant plus difficile les paiements en espèces, le gouvernement indien souhaite développer l'activité du secteur bancaire, commissionné sur toute opération passant par de comptes bancaires, un vrai pactole. En Europe, la BCE a eu une position moins tranchée que celle de l'Inde en annonçant la fin de l'impression des billets de 500€ en prétextant que cette coupure était le plus souvent utilisée dans le cadre de transactions illicites. En Italie, où il existe un fort attachement à l'argent liquide, le gouvernement a mis en place une action contradictoire ; d'un côté il impose la suppression du seuil minimal pour l'usage de la carte bancaire dans les commerces, de l'autre, il élève les paiements en liquide de 1000 à 3000 euros.

L'argent liquide est-elle en train de perdre la bataille face à la monnaie électronique ?

L'avarice et l'argent

« *L'avare ne possède pas son or, c'est son or qui le possède* »
Bion de Boristhene, III a.J.C

« *L'homme vient au monde avec les mains vides et le quitte avec les mains vides* ». Le Talmud V a.J.C.

Phrases extraites du jeu « **Les 7 péchés du Capital** »

En vente à La Maison de l'Épargne, au 20 rue Cujas 75005, Paris.

Par courrier, 35€ (coût d'envoi France Métropolitaine inclus)
Chèque au nom de La Maison de l'Épargne.

Par téléphone, 01.46.33.86.86 du mardi à jeudi de 10h à 18h





Le Sélecteur d'Épargne

Découvrez parmi les motivations les plus fréquentes, celles qui vous concernent en priorité pour que le Sélecteur d'Épargne détecte le produit qui répond à vos souhaits:

Cochez 3 choix

1. Avantages fiscaux : abattement, plan d'épargne, crédit d'impôt, droits de succession exonérés.
2. Rentabilité constante élevée (généralement supérieur à 4%)
3. Gestion facile
4. Protection du placement contre l'érosion monétaire
5. Sécurité, notoriété publique
6. Possibilité de plus-value sur le capital
7. Encaissement des revenus trimestriel ou mensuel
8. Possibilité d'accumuler des petites sommes (inférieures à 1000€)
9. Liquidité rapide (inférieure à 1 mois)

Si vous souhaitez avoir la **réponse gratuite**, vous pouvez nous contacter en nous envoyant votre carte de visite à la Maison de l'Épargne
20, rue Cujas 75005 Paris, téléphone 01.42.89.19.52



*La Nature humaine dans ses
rapports à la richesse
s'est exprimée par la peinture de grands artistes*



Chez le percepteur d'impôts (1539). Jan Metsys. Gemäldegalerie, Dresde - Allemagne.

Fils de Quentin Metsys, Jan fait parti du mouvement de Renaissance flamand. Dans ce tableau, trois membres d'une famille apportent chaqu'un leur contribution en nature, en attendant le regard d'approbation de leur percepteur d'impôts et sa femme.

Petites phrases des grands penseurs

« Vous ne pouvez pas taxer les gens quand ils gagnent de l'argent, quand ils en dépensent, et quand ils épargnent »

Maurice ALLAIS

Economiste français, prix Nobel d'Economie 1988. Il dénonce les changes flottants et la dérèglementation financière